

Sélection d'article sur la politique suisse

processus

**Accès aux marchés fermés des cantons. Procédure équitable (Po.
19.4379)**

Imprimer

Éditeur

Année Politique Suisse
Institut für Politikwissenschaft
Universität Bern
Fabrikstrasse 8
CH-3012 Bern
www.anneepolitique.swiss

Contributions de

Drompt, Louise
Zumofen, Guillaume

Citations préféré

Drompt, Louise; Zumofen, Guillaume 2025. *Sélection d'article sur la politique suisse: Accès aux marchés fermés des cantons. Procédure équitable (Po. 19.4379), 2019 - 2024*. Bern: Année Politique Suisse, Institut de science politique, Université de Berne. www.anneepolitique.swiss, téléchargé le 17.05.2025.

Sommaire

Chronique générale	1
Economie	1
Politique économique	1
Droit des sociétés	1

Abréviations

WAK-SR Kommission für Wirtschaft und Abgaben des Ständerates
BGBM Bundesgesetz über den Binnenmarkt
IVöB Interkantonale Vereinbarung über das öffentliche Beschaffungswesen

CER-CE Commission de l'économie et des redevances du Conseil des Etats
LMI Loi fédérale sur le marché intérieur
AIMP Accord intercantonal sur les marchés publics

Chronique générale

Economie

Politique économique

Droit des sociétés

POSTULAT
DATE: 19.12.2019
GUILLAUME ZUMOFEN

Pour **garantir l'équité dans l'attribution des marchés fermés au niveau cantonal**, la Commission de l'économie et des redevances du Conseil des Etats (CER-CE) a préconisé la création d'un rapport détaillé. Alors que le rapport sur le postulat 15.3398 dressait un tableau de la situation au niveau national, la CER-CE estime que ce tableau n'est pas exhaustif. Afin de pouvoir se prononcer sur la motion Caroni (plr, AG) 15.3399, il demande un nouveau rapport.

Le Conseil fédéral a proposé d'adopter le postulat. Il a été accepté en chambre lors du débat sur la motion 15.3399 qui est, dorénavant, suspendue à ce rapport.¹

RAPPORT
DATE: 18.10.2023
LOUISE DROMPT

Le **rapport du Conseil fédéral** préconisé par le postulat 19.4379 de la CER-CE, qui a pour vocation de permettre au Conseil des Etats de se prononcer de manière éclairée sur la motion 15.3399 de l'ancien conseiller national Andrea Caroni (plr, AR), a été publié en octobre 2023.

Dans ce document, le Conseil fédéral rappelle premièrement le contexte et l'objectif du rapport. Le postulat 19.4379 de la CER-CE a pour but d'évaluer la nécessité de **changer** l'art. 2, al. 7 de la **loi fédérale sur le marché intérieur** (LMI) en vue de l'ouverture des **marchés fermés**. Pour rappel, la LMI assure à toute entité ayant son siège ou établissement en Suisse un accès équitable et sans discrimination au marché, lui permettant ainsi de mener des activités économiques sur l'ensemble du territoire suisse. Il existe toutefois des marchés fermés, où le nombre d'acteurs ayant un droit d'accès est limité. Ces droits d'accès peuvent adopter diverses formes juridiques, comme la concession de monopole, la concession d'usage privatif, l'autorisation d'utilisation étendue des espaces publics, l'autorisation contingentée, le mandat de prestations, ou encore l'autorisation relevant du droit des assurances sociales.

Selon le rapport du Conseil fédéral, l'analyse montre qu'à part pour l'octroi de concessions, il existe certaines incertitudes juridiques - découlant de l'art. 2, al. 7 de la LMI et de l'art. 9 de l'AIMP - quant à l'obligation des autorités cantonales et communales de procéder à un appel d'offres public. Le rapport montre aussi que les autorités compétentes disposent d'une certaine latitude d'interprétation pour décider si l'octroi des droits d'accès à des marchés fermés doit être soumis ou non à un processus d'appel d'offres. Finalement, le rapport juge qu'au cours des dernières années, le Tribunal fédéral a concrétisé et affiné sa jurisprudence relative à l'art. 2, al. 7 de la LMI dans une multitude de domaines, ce qui a progressivement renforcé la sécurité juridique autour de cet article. Pour terminer, le Conseil fédéral estime qu'il n'est, pour l'instant, pas nécessaire d'adapter les bases légales.²

POSTULAT
DATE: 11.06.2024
LOUISE DROMPT

En juin 2024, le **Conseil des Etats a classé le postulat sur l'accès au marchés fermés des cantons**, comme proposé par le Conseil fédéral qui estime que **l'objectif a été atteint** à travers la publication du rapport du 18 octobre 2023.³

1) BO CE, 2019, pp.1262; Communiqué de presse CER-CE du 18.10.2019

2) Rapport CF du 18.10.23

3) FF, 2024 831 (p. 45)